

Eurovision 2018 : la fin d'une ère ?

Laurent LÉOTHIER

Doctorant contractuel, ILF-GERJC

CNRS UMR7318 (DICE), Aix-Marseille Université

Pas de scandale, pas de polémique, pas d'exclusion de dernière minute, l'Eurovision serait-elle enfin redevenue un concours de chant ? L'édition 2018 qui s'est tenue à Lisbonne a brillé par sa normalité, pour ne pas dire banalité. Côté chansons, pas d'immersion dans la politique. À peine la France, l'Israël et l'Italie osent effleurer un sujet d'actualité. Le duo français raconte l'histoire d'une petite fille née sur un bateau de migrants en Méditerranée, la chanteuse israélienne – gagnante du concours – s'inscrit dans le mouvement *Me too* en dénonçant, à travers sa chanson, les agressions sexuelles faites aux femmes. Le duo italien s'inspire du *Stand together* en condamnant les actes terroristes de ces dernières années. On est loin du titre dénonçant le génocide des Tatars de Crimée par l'armée rouge en 1944 d'il y a deux ans où de la *Rain of Revolution* de l'an passé. Les thèmes rengaines, l'amour, la paix, reviennent en force et qui plus est dans une autre langue que l'anglais. L'effet Salvador Sobral chantant entièrement en portugais et remportant le concours en 2017 a fait des adeptes. On n'avait jamais vu le nombre de chansons en anglais diminuer aussi fortement au profit des langues nationales depuis 2008. Côté organisation, la télévision portugaise avait fait le choix d'un spectacle plus intime, plaçant la prestation des artistes au cœur de l'émission loin des shows *fireworks*, comme les avait qualifiés le gagnant portugais, des années précédentes. L'effet Sobral s'est aussi sentir sur scène, privé d'écran géant, une première depuis 2010, beaucoup de délégations ont misé sur une approche simpliste à l'image du gagnant de l'année dernière. Seules les télévisions qui ont les moyens comme l'Allemagne ou Malte se

paient un écran pour habiller leurs prestations. Le résultat est payant pour l'allemand qui termine à la quatrième place, mais beaucoup moins pour Malte qui ne parvient pas à se qualifier pour la finale. Les chansons terminant dans le trio de tête s'en passent misant sur une scénographie plus dynamique. Alors que retenir de l'édition 2018 du concours Eurovision de la chanson ? À vrai dire, pas grand-chose.

Hécatombe à l'Est.

On pensait le bloc des pays de l'Est, Balkans et ex-Républiques soviétiques, solide et presque assuré chaque année d'être qualifié en finale, or l'édition 2018 a mis un brusque coup de frein à cette vérité quasi inébranlable. Une première depuis l'instauration du système de demi-finale en 2004, la Russie et la Roumanie sont éliminées. Tout le monde s'y attendait – parieurs et fans chez qui ces chansons n'étaient pas très populaires –, mais personne n'osait vraiment y croire tant les votes du public issus des diasporas russes et roumaines sont importants. La Russie qui faisait son retour après un an d'absence avait choisi d'envoyer la même chanteuse que l'année dernière. Pour rappel en 2017, la télévision publique russe avait sélectionné Julia Samoylova, très connue dans son pays, pour être une des rares chanteuses handicapées à se produire sur scène. L'Ukraine, où se déroulait l'édition 2017, avait interdit par le biais d'une loi l'entrée de la chanteuse sur le sol ukrainien au motif qu'elle s'était produite en Crimée annexée. Malgré des propositions d'aménagement de l'UER, la Russie avait préféré boycotter l'édition sans même la diffuser aux téléspectateurs. Cela aurait dû

la priver de participation en 2018, le règlement du concours imposant en effet qu'une télévision souhaitant s'adjoindre à la compétition l'année d'après doit assurer une retransmission de la finale de l'année précédente afin que l'on puisse calculer le montant de sa participation en fonction de l'audimat qu'a réalisé le spectacle auprès du public national. Comme souvent, le règlement a été tordu et la Russie a pu faire son retour. Pour le préjudice que l'Ukraine et la Russie ont causé à l'édition précédente, la télévision russe n'a reçu qu'un avertissement, le diffuseur ukrainien a, quant à lui, écopé d'une amende. La chanteuse russe dont le retrait a été très largement médiatisé côté russe est devenue le symbole, aux yeux du Kremlin, de l'acharnement ukrainien, et n'a cessé d'annoncer qu'elle représenterait son pays en 2018, insistant que tel était son rêve depuis qu'elle était enfant. Une chanson de piètre qualité, interprétée dans un anglais plus qu'hasardeux appris en phonétique, le tout doublé d'une prestation sur scène de bas niveau ponctuée de nombreuses fausses notes vocales, ont conduit la Russie à ne pas passer le barrage des demi-finales. Une première ! La Roumanie a elle aussi subi le même sort, alors que la prestation sur scène n'était pas mauvaise, mais pas très entraînante. La Pologne et l'Arménie échouent également, malgré un vote de diaspora important. Cela n'était pas arrivé depuis 2011. L'Azerbaïdjan ne passe pas le cap de la demi-finale ce qui ne s'était jamais produit depuis sa première participation en 2008. La Lettonie, la Géorgie et la Biélorussie - qui a le secret des prestations très kitsch *outdated* - sont également reléguées, mais on s'y attendait. Aucun pays du Caucase donc, ni de l'extrême-Est à l'exception de l'Ukraine n'accède en finale. Côté Balkans, l'Estonie, qui avait parié sur une chanteuse lyrique ayant atteint en direct la plus haute note jamais réalisée sur la scène du concours, et la Lituanie se qualifient. La Moldavie, pourtant très mal

partie avec une chanson fleurant bon le début des années 2000, a fait le choix d'une mise en scène exécutée au cordeau rendant la prestation sympathique. Face à l'élimination de la Roumanie, sa voisine moldave bénéficie en grande partie du vote de diaspora de la première ce qui lui permet de se hisser à la dixième place du classement final. L'édition 2018 a plutôt été celle de l'Europe centrale.

Succès de l'Europe centrale

Les pays du centre de l'Europe ont plutôt bien réussi cette édition de l'Eurovision. La République Tchèque qui ne participe que depuis 2007 (mais s'étant abstenu de 2010 à 2015) réalise sa meilleure performance en terminant à la sixième place. Il faut dire que le diffuseur tchèque a mis le paquet : sélection nationale mêlant vote d'un jury composé d'anciens artistes de l'Eurovision de toute l'Europe et d'Australie, tournée des *pre-party* menée tambours battants, et production artistique excellente ont permis cette première entrée de la République Tchèque dans le Top10. La Hongrie fait un peu moins bien. Qualifiée de justesse (avec quatre points seulement devant la Roumanie), elle se hisse à la vingt et unième place en finale. La Bulgarie, qui a enchaîné deux Top5 en 2016 et 2017, était un temps pressentie pour la victoire selon les bookmakers qui s'attendaient à ce qu'elle continue sur sa lancée. Mais lors de la révélation de la chanson, la Bulgarie chute dans les pronostics. Le résultat sera finalement plus mitigé que les années précédentes. La Bulgarie n'atteint que la quatorzième place. Du côté des Balkans, le succès est plus en demi-teinte. Sur les cinq États balkaniques (la Bosnie-Herzégovine ne participant plus pour des raisons budgétaires depuis 2016), seules la Slovénie - à la surprise générale - la Serbie et l'Albanie passent le cap des demi-finales. Il faut avouer que l'on s'attendait à ce qu'aucun pays des Balkans n'accède à la

finale tant le niveau de leur prestation était bien inférieur à celui des autres candidats. Mais cela est sans compter sur la force des votes de diaspora dans cette région qui permet à certains de se qualifier.

Étiollement des votes de voisinage

Si les États balkaniques bénéficient encore de nombreux votes de diaspora leur permettant de se qualifier en finale, les ex-Républiques soviétiques voient ce vote s'étioler. Tant du côté du vote du jury que du vote du public, la force des diasporas et du voisinage diminue même si les habitudes sont tenaces. La répartition des pays de l'Est parmi les deux demi-finales s'est faite en la défaveur de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie. Les deux premiers se sont vus concourir dans la première demi-finale avec la Lituanie, la Biélorussie et la Bulgarie. Habitué à recevoir des points de leur voisin russe, ils s'en retrouvent cette fois-ci privés. À défaut de pouvoir les donner à la Russie, les douze points du public biélorusse se reportent sur l'Arménie. Celle-ci comme à son habitude n'accorde aucun point à l'Azerbaïdjan qui en fait de même. Chaque membre du jury de ces deux pays classant son voisin systématiquement à la dernière place de leur classement national depuis des années. Pas assez populaires à l'Ouest, les chansons présentées par ces trois pays ne passent pas les demi-finales. Dans la seconde demi-finale, on retrouve les schémas de votation traditionnels, mais plus tempérés. Comme d'ordinaire, le jury moldave attribue sa plus haute note à la Roumanie, mais pour la première fois depuis 2014 (date depuis laquelle nous connaissons le détail des votes de chaque juré national), seuls trois des cinq membres du jury classent la Roumanie à la première place alors que d'habitude elle est systématiquement en tête. Celle-ci lui rend bien en lui attribuant également douze points, tout comme la Russie qui a plutôt l'habitude de les attribuer à l'Arménie.

Comme en 2016, le jury ukrainien place la candidate russe en bas de son classement. Côté public, la Russie, la Roumanie et la Pologne ne bénéficient pas autant du vote de diaspora que les autres années. La première ne reçoit que douze points de la Lettonie, la seconde n'en perçoit douze que de la Moldavie et de l'Italie alors qu'elle reçoit souvent le même montant de la France. La Pologne est, au final, la plus grande perdante. Douze points du public allemand et ukrainien, mais presque rien de l'italien et du norvégien généralement très généreux. La dimension sociologique est donc en baisse dans cette édition tout comme celle politique qui nous avait pourtant habitué à sa présence.

Absence d'intrusion politique

C'est bien la première fois en une dizaine d'années qu'aucune polémique sur une récupération politique du concours n'éclate. Il faut dire qu'après l'épisode russe en 2017, le règlement du concours s'était durci. L'UER y avait inscrit un nouvel article (1.1.4) stipulant que l'Eurovision « est un événement apolitique » et que l'ensemble des participants, y compris le pays hôte, doit s'assurer qu'il le reste. Cette nouvelle disposition renforce le pouvoir du groupe de référence de l'UER en charge du concours pour sanctionner les chansons polémiques et les comportements visant à perturber la bonne marche de l'événement. Il faut rappeler qu'en 2017, entre les tensions russo-ukrainiennes et les problèmes de financement, le groupe de référence pensait devoir retirer l'organisation du concours à l'Ukraine un mois avant son lancement. Désormais la barrière réglementaire est renforcée même si la « jurisprudence » de l'UER concernant le contenu des chansons reste toujours aussi floue. Aucune, cette année ne s'est vue inquiétée, même la chanson israélienne gagnante qui semble s'inscrire dans le sillon des décisions rendues ces dernières années

selon lesquelles on peut commémorer¹, mais pas condamner², on peut dénoncer³, mais pas invectiver⁴. A ce titre la victoire israélienne ne constitue qu'une surprise partielle. La chanson était favorite depuis sa publication début mars, mais le plus curieux c'est que d'ordinaire le favori s'épuise et déçoit sur scène jusqu'à qu'un autre lui ravisse le trophée dans la semaine de compétition⁵. Or malgré une importante remontée de Chypre dans les paris la semaine du concours, l'Israël est parvenue à s'imposer grâce au vote du public qui l'a donné première devant Chypre malmené par le vote du jury. Pas sûr au vu de l'actualité au Proche-Orient qu'Israël aurait remporté le vote du public si le concours s'était tenu, ne serait-ce, qu'une semaine plus tard. Il faut rappeler que le lendemain de la victoire d'Israël éclatait les heurs dans la bande de Gaza. On sait que l'actualité influence le vote du public⁶. Alors coup de chance ou concours plus hermétique ? On ne saurait le dire. Il n'empêche que la victoire israélienne tombe à pic dans les ambitions régionales du pays.

*

En somme, cette édition de l'Eurovision qui se voulait plus sobre a rapidement donné une impression *cheap*. Les organisateurs ont clairement voulu donner la priorité aux retombées touristiques et culturelles d'un tel événement plutôt qu'à

la qualité du spectacle. Si le niveau des candidats continue, comme ces dernières années, de progresser, le reste du show était très insuffisant. Du fado en ouverture, quoi de mieux pour endormir les foules, une prestation du gagnant de l'année dernière s'apparentant davantage à un numéro de clownerie de bas étage et quatre présentatrices – deux auraient suffi – qui ont du mal à trouver leur place sur scène. Excepté l'invasion sur scène d'un militant anti-Brexit lors de la prestation de la chanteuse britannique, rien n'aura su pimenter le concours. Une année bien calme donc, que l'on oubliera certainement, bien loin de l'extraordinaire édition de Stockholm en 2016. Si rien n'est venu perturbé le concours en 2018, pas sûr que l'édition 2019 en face autant. 2018 correspond peut-être à une parenthèse dans ses années polémiques. L'édition de l'année prochaine qui se tiendra selon toutes vraisemblances à Jérusalem, comme l'a annoncé la chanteuse et le Premier ministre, promet d'ores et déjà d'être mouvementée. Le nombre de participants risquerait de diminuer, une pétition étant déjà lancée en Islande pour que le pays boycotte le concours, et d'autres pourraient lui emboîter le pas. Il n'est pas sûr que l'Azerbaïdjan, proche allié de l'Iran se rende en Israël depuis le regain de tension entre les deux pays. On verra donc si, comme en Ukraine, l'Eurovision en 2019 sert d'exutoire aux pouvoirs publics en perpétuelle recherche de reconnaissance. Parions que quelques pays sélectionneront des titres dénonçant les violences en Palestine plaçant l'UER dans la situation de juge de la conformité de ceux-ci aux exigences du concours. Espérons, à l'inverse, que la diplomatie de l'Eurovision puisse fonctionner de sorte à apaiser les tensions. *Shalom Alekhem !*

¹ 1944, Ukraine, 2016.

² *Don't deny (Face the shadows)*, Arménie, 2015 (décision très polémique qui n'avait conduit qu'à un changement de titre de la chanson sélectionnée).

³ *Push the button*, Israël, 2007 / *Change*, Roumanie, 2011 / *No prejudice*, Islande, 2014.

⁴ *We don't wanna put in*, Géorgie, 2009. Les décisions en la matière interdisent une référence directe à un chef d'État (*Razom nas bahato*, Ukraine 2005) mais semblent rester insensibles aux références indirectes (*Nobody hurts no one*, Russie, 2005).

⁵ Pour rappel en 2014, la Suède était favorite mais l'Autriche l'avait emporté, en 2015, l'Italie était favorite mais la Suède s'était imposée. En 2016, tout le monde attendait la victoire de la Russie mais elle revint à l'Ukraine. En 2017, le chanteur italien était longtemps donné gagnant mais s'était incliné face au chanteur portugais.

⁶ On attribue souvent le très mauvais résultat du Royaume-Uni en 2003 à sa participation à la guerre en Irak.